

# Sommaire

---

## Fonctionnaires

### **Ce qui va changer pour les fonctionnaires**

Le Nouveau Réveil - lundi 30 septembre 2019

## Société

### **Dominique Ouattara inaugure et équipe le centre de santé de la cité SOGEFIA**

L'essor Ivoirien - lundi 30 septembre 2019

## Politique

### **« Il faut pousser la révolution industrielle en Afrique »**

Fraternité Matin - lundi 30 septembre 2019

### **L'État ivoirien recrute 1800 jeunes**

Fraternité Matin - lundi 30 septembre 2019

### **Le nouveau bureau connu aujourd'hui**

Fraternité Matin - lundi 30 septembre 2019

### **"Je suis pour le transfert du pouvoir à une nouvelle génération"**

Le Patriote - lundi 30 septembre 2019

### **Ouattara donne une leçon de cohésion et de réconciliation à Bédié**

Le Jour Plus - lundi 30 septembre 2019

### **La déception de Bédié**

Jeune Afrique - dimanche 29 septembre 2019

Entrée en vigueur de la Cmu demain mardi

## Ce qui va changer pour les fonctionnaires



**Mesmin Comoé, Pca de la Mugefci.**

obligatoire. Aujourd'hui, avec l'effort fait par l'Etat, nous disposons de suffisamment de ressources pour que les prestations soient davantage améliorées. Donc, la crainte qu'on avait au départ s'est effondrée et désormais notre régime complémentaire obligatoire pourra prendre en charge entièrement les fonctionnaires sur l'ensemble des prestations qu'ils avaient déjà. Mais de façon beaucoup plus améliorée. C'est-à-dire, là où la Cmu s'arrête, la Mugefci va poursuivre, mais sur certains pans même de la Cmu, la Mugefci va également agir pour que la prestation soit au summum de son amélioration », a-t-il indiqué. Avant d'ajouter ceci : « à la date du premier octobre, tous les fonctionnaires qui, précédemment, n'avaient pas d'assurance maladie, qui n'avaient seulement que la Mugefci qui ne prenait en compte seulement que le médicament, pourront désormais avoir accès dans les hôpitaux publics, aux soins, de façon entière, c'est-à-dire qu'ils auront accès à la consultation de généralistes et de spécialistes. Ils auront accès aux examens médicaux, ils auront accès aux examens de laboratoire et ils auront ensuite accès aux médicaments comme cela se faisait par le passé. Donc, ce volet de prise en charge de façon inclusive est la nouvelle donne avec la Cmu. Avant, il n'y avait que les mutualistes, adhérant au projet complémentaire Ivoir'santé, qui avaient l'ensemble de ces produits-là. Aujourd'hui, l'ensemble des fonctionnaires ainsi que leurs ayants droit va avoir accès à l'ensemble de ces prestations et c'est ce qui peut nous réjouir en tant que fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire ».

**DIARRASSOUBA SORY**

La Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire a tenu une assemblée générale ordinaire, le 19 septembre 2019 à la Bourse du travail à Treichville. Au terme des travaux, Mesmin Comoé, président du Conseil d'administration de la Mugefci, a fait le point à la presse. « Le premier point, c'était de partager certaines informations relatives à la vie de notre mutuelle. Et l'information principale, c'est le décret que l'Etat a pris en juillet dernier pour accorder aux fonctionnaires la part patronale sur leurs cotisations Cmu. Mais, le point focal aujourd'hui, était après l'obtention de cette part patronale, de définir le contenu de notre régime complémentaire obligatoire. Je voudrais rappeler que la Cmu entre en vigueur à compter du 1ER octobre 2019 et les dispositions, nous indiquent que la Mugefci devra gérer à côté de ce régime de base obligatoire qu'est la Cmu un régime complémentaire

Dimbokro / Visite d'Etat dans le N'Zi

# Dominique Ouattara inaugure et équipe le centre de santé de la cité SOGEFIA



Le nouveau centre de santé de la cité SOGEFIA désormais baptisé du nom de Madame Dominique Ouattara.

**La Première Dame, Dominique Ouattara, Présidente de la Fondation Children Of Africa, a procédé à l'inauguration et à l'équipement du centre de santé intégré de la cité SOGEFIA de Dimbokro, le jeudi 26 septembre 2019 en marge de la visite d'Etat du Président de la République dans la région du N'Zi. Construit par la Mairie de Dimbokro, ce nouveau centre de santé qui permettra une meilleure prise en charge médicale des populations de cette cité, portera le nom de Madame Dominique Ouattara. L'information a été donnée par M. Bilé Armand Gabriel, Maire de Dimbokro.**

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée dans l'enceinte de l'établissement scolaire, et a enregistré la présence de Madame Clarisse Duncan, épouse du Vice-Président de la République, Madame Raymonde Goudou Coffie, Ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public, Madame Mariatou Koné, Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, Madame Aimée Gbaguelehon Zebeyoux, Secrétaire d'Etat auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, chargée des Droits de l'Homme, Madame Myss Belmonde Dogo, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Madame Sita Keïta, sœur cadette du chef de l'Etat et Maire de Gbeleban et bien d'autres personnalités locales. A l'occasion de cette cérémonie, Madame Dominique Ouattara a offert d'importants équipements médicaux d'une valeur de 13 millions F CFA. En plus de ce matériel, elle a offert la somme de 7 millions F CFA aux populations. La valeur totale de ces dons s'élève à 20

millions F CFA. Prenant la parole Madame Dominique Ouattara, Présidente de la Fondation Children Of Africa et Ambassadeur de l'ONUSIDA, a invité les populations en général et les femmes enceintes en particulier à fréquenter ce centre pour un meilleur suivi médical de leurs grossesses. M. Amon Jean, Directeur de la Santé de la Région du N'Zi et représentant du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique a salué l'inauguration de ce centre. Il a invité les populations à le fréquenter. Il rappelé les engagements au plan sanitaire de la Première Dame. Pour ce dernier, les actions de l'épouse du chef de l'Etat rentrent dans la droite ligne de la politique de développement sanitaire de son ministère. M. Bilé Armand Gabriel, Maire de la commune de Dimbokro n'a pas caché sa joie suite à l'inauguration de ce centre de santé. Il a rappelé que les travaux de ce centre ont été achevés depuis 3 ans. Les moyens faisant défaut, son inauguration n'avait pu se faire. Aussi, à faveur de cette visite d'Etat dans la région du N'Zi, la Première Dame a répondu à leur sollicitude en équipant entièrement ce centre. Il a tenu à remercier l'épouse du chef de l'Etat pour ses bienfaits à l'endroit des populations. Madame Kouassi Agathe épouse Konaté, porteparole des femmes de Dimbokro a abondé dans le même sens. Elle a remercié Madame Dominique Ouattara pour ses nombreuses actions au profit des femmes et des enfants. Notons qu'une visite du nouveau centre de santé « Dominique Ouattara » de la cité SOGEFIA de Dimbokro a mis fin à cette cérémonie.

**OUATTARA AHMED**



Duncan plaide depuis New York / L'industrialisation sur le continent a été au cœur d'échanges de haut niveau, en marge de la 74e Assemblée générale des Nations unies.

## « Il faut pousser la révolution industrielle en Afrique »



**Kablan Duncan au panel de haut niveau sur l'industrialisation de l'Afrique à New York.** (PHOTOS : DRI).

Avec un milliard d'habitants qui pourraient augmenter à 2.5 milliards en 2050, «l'Afrique est un vaste marché, avec une classe moyenne qui se développe de plus en plus», selon le Vice-président ivoirien Daniel Kablan. «Il faut pousser maintenant la révolution industrielle pour alimenter le marché», a-t-il plaidé, mercredi dernier, à New York, où il participait à un panel de haut niveau en marge de la 74e assemblée générale des nations. Le thème du panel était, « promouvoir l'innovation et le développement des infrastructures : une voie pour renforcer le secteur manufacturier dans la quatrième révolution industrielle ». La tribune a permis à Daniel Kablan Duncan d'exposer le cas ivoirien devant des Chefs d'état, des représentants de l'union africaine, d'organismes, d'institution des nations unies, d'organisations régionales africaines et du secteur privé. Le Vice-président ivoirien a renouvelé, depuis New York, le plaidoyer à l'endroit de la Banque mondiale pour la mise en place d'un « fonds de l'innovation technologique ».

d'un montant de 130 millions de dollars, soit 78 milliards de FCfa, il permettrait de booster la dynamique naissante. avec les banques comme afreximbank, le gouvernement ivoirien espère un financement de plusieurs centaines de dollars pour développer des zones industrielles. « La Côte d'Ivoire a 24 millions d'habitants, mais nous avons 35 millions d'abonnés parce qu'il y en a qui ont un ou deux cellulaires et cela s'étend dans les campagnes. Il y a plus de 10 millions qui sont des abonnés à internet et qui font chaque jour, autour de 40 millions de dollars (24 milliards de FCfa) de façon journalière. Le saut qualitatif dans ce domaine est vraiment important », a souligné Duncan qui a vanté les services qu'offre ce saut qualitatif. notamment le e-impôt qui facilite les transactions avec l'administration. **La fausse note, c'est l'industrialisation.** 1er producteur de cacao, la Côte d'ivoire fait avec le Ghana 40% de de la production mondiale. sur ces 40%, la Côte d'ivoire fournit plus de la moitié. reste le défi de la transformation de cette manne cacaoyère. alors que le chiffre d'affaire du cacao est de plus de 100 milliards de dollars par an, les pays producteurs n'obtiennent seulement que 6 milliards de dollars de cette cagnotte. et la Côte d'ivoire fait face au même défi de la transformation pour les noix de cajou dont il est également 1er producteur mondial. « Il faut transformer pour avoir une valeur ajoutée et permettre, notamment à la jeunesse de notre pays, d'avoir des emplois plus rémunérateurs et plus importants », a expliqué le vice-président. Cette approche transformatrice reste valable pour les productions pétrolières et minières, de même que pour les tic. en tous cas, si l'on veut que « les jeunes, non seulement apprennent, mais gagnent davantage ». Pour y arriver, il faut préparer le terrain. C'est à cela que répond la mise en place de centres de formation de haut niveau, tels que l'institution polytechnique Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro ou l'école supérieure africaine des technologies de l'information à Abidjan. « C'est comme ça qu'on a mis en place des cartables solaires. L'enfant, dans un village où il n'y a pas d'électricité, part avec son cartable. Le soleil permet, le soir, de la ??? brancher et d'avoir de l'électricité », a déclaré le Vice-président de la république. une fois la volonté affichée et le cap fixé, il reste toujours le nerf de la guerre. C'est-à-dire, l'éternel problème de financement. aussi, ce panel en marge de l'assemblée annuel des nations unies, a-t-il tenté d'identifier les approches efficaces pour renforcer les efforts politiques actuels, de sorte à promouvoir l'innovation et la technologie dans le cadre de la troisième

décennie du développement industriel de l'Afrique.

**BENOÎT HILI**

Opérationnalisation de la Couverture maladie universelle (Cmu)

## L'État ivoirien recrute 1800 jeunes



**Le ministre Mamadou Touré a invité les jeunes à faire preuve de responsabilité dans leurs missions.** (PHOTO : D. R)

Mamadou Touré a annoncé d'autres grands projets à venir au bénéfice des jeunes de Côte d'Ivoire, dans le cadre du psgouv, notamment "agir pour les jeunes" qui vise le financement de 19500 porteurs de projets pour un montant de 10 milliards de Fcfa, l'opération permet de conduire, le programme national de stage, etc. « Le gouvernement, autour du Premier ministre, travaille pour améliorer les conditions de vie des populations », a-t-il assuré. Me Camara Adama, conseiller spécial, représentant le premier ministre, a annoncé que d'autres recrutements auront lieu pour renforcer cet effectif pilote de 1800 jeunes. à noter que Mamadou Touré avait à ses côtés, son collègue de la Santé et de l'hygiène publique, le Dr Aka Aouélé dont le département a en charge la cmu.

Le gouvernement ivoirien se donne les moyens pour gagner le pari de l'autonomisation de sa jeunesse. en effet, à l'initiative du ministère de la promotion de la Jeunesse et de l'emploi des jeunes, 1800 jeunes dont 805 filles viennent d'être recrutés en qualité d'agents d'accueil dans le cadre de la phase d'opérationnalisation de la couverture maladie universelle (cmu) dont le démarrage des soins est prévu pour le 1er octobre prochain. Ils ont reçu, samedi, des mains des autorités leur attestation, après deux jours de formation à la gestion des outils de la cmu. pour le ministère de la promotion de la Jeunesse et de l'emploi des jeunes, ce recrutement est la traduction en acte concret de la vision du président Alassane Ouattara, transcrite dans l'axe 4 du programme social du gouvernement, qui vise à offrir 500 mille opportunités d'insertion aux jeunes, d'ici 2020. Sans ignorer l'implication du premier ministre, amadou Gon Coulibaly, ces jeunes dont l'âge varie de 18 à 40 ans, accèdent ainsi à leur premier emploi. « Nous disons merci au Président de la République et au gouvernement pour avoir initié un tel recrutement dont nous sommes les principaux bénéficiaires », a fait savoir le porte-parole de ces 1800 jeunes recrutés, samedi dernier au cours de cette cérémonie de remise d'attestation marquant la fin de leur formation et en prélude à leur déploiement dans les établissements sanitaires du pays. « Je suis heureux de voir que l'espoir renaît chez ces jeunes », s'est félicité le ministre Mamadou Touré pour qui ce recrutement est la preuve que des Ivoiriens, de toute condition sociale confondue, peuvent accéder à un emploi. Il a exhorté ces jeunes à faire preuve de responsabilité au cours de leur mission. outre ce premier grand pas qui vient d'être franchi, le ministre

Commission centrale de la Cei

## Le nouveau bureau connu aujourd'hui



Après la prestation de serment, les membres de la Cei élisent le président du bureau, ce lundi. (PHOTOS)

Les évènements se succèdent, suite à la nomination des membres de la commission centrale de la Cei. ainsi, après le décret pris en Conseil des ministres, le mercredi 25 septembre, par le gouvernement, suivi de la prestation de serment devant le Conseil constitutionnel, deux jours après, c'est l'heure de la formation du bureau. en effet, aujourd'hui, a lieu à la Cei, une cérémonie consacrée à la formation du nouveau bureau de la Cei, a-t-on appris auprès de l'institution. Pour rappel, à la fin du Conseil des ministres, le 3 juillet 2019, commentant le projet de lois adopté par le gouvernement, le porte-parole, sidi tiémoko touré, avait fait savoir que la nouvelle commission centrale de la Cei est composée de 15 membres. et que le tiers est réservé à l'état et le parti au pouvoir. Les deux tiers restant sont répartis entre les organisations de la société civile et les partis d'opposition. il est allé un peu plus en expliquant que dans cette nouvelle ossature, sept seront élus en qualité de membres du bureau. L'élection de ces membres aura lieu ce lundi, dans les locaux de cette institution. selon le ministre sidi tiémoko touré, toujours au terme du Conseil des ministres du 03 juillet, «le représentant du Président de la République et celui du ministère en charge de l'Intérieur ne pourront pas faire acte de candidature pour la présidence de la Commission centrale». il est bon de savoir que dans sa mouture, la Commission centrale de la Cei recomposée compte un représentant du Président de la république, un autre du ministère en charge de l'intérieur, six représentants de la société civile (dont quatre au titre des ong). Le Conseil national des droits de l'homme dispose d'un membre.

**MARCEL APPENA**

ALASSANE OUATTARA FACE À LA PRESSE / Du 25 au 28 septembre dernier, Alassane Ouattara était à Dimbokro, dans la région du N'zi, dans le cadre d'une visite d'Etat. Après les rencontres avec les populations à travers meetings, les échanges avec les cadres, les chefs traditionnels et religieux...

## “Je suis pour le transfert du pouvoir à une nouvelle génération”



**Du 25 au 28 septembre dernier, Alassane Ouattara était à Dimbokro, dans la région du N'zi, dans le cadre d'une visite d'Etat. Après les rencontres avec les populations à travers meetings, les échanges avec les cadres, les chefs traditionnels et religieux, la mise sous tension de plusieurs localités et l'inauguration d'un commissariat de police à Bocanda, le chef de l'Etat était face à la presse, le samedi dernier, jour de sa présence dans sa ville natale. A l'occasion, Alassane Ouattara a fait un tour d'horizon de l'actualité socio-politique. Ci-dessous, l'intégralité de ses échanges avec les hommes et femmes de médias.**

Chers frères et sœurs, comme vous le savez, depuis le 25 septembre nous avons entamé une visite d'Etat dans la région du N'zi. Et cette visite a commencé par le conseil des ministres où des décisions importantes ont été annoncées, notamment la désignation, par les propositions faites, des membres de la Commission électorale indépendante et bien sûr des questions touchant à la vie quotidienne des Ivoiriens. Alors, le jeudi 26 septembre, je me suis rendu à Kouassi-Kouassikro où j'ai procédé à la mise sous tension d'Alengbikouadiokro avec le chef du village et les membres de ma délégation. J'ai eu ensuite une rencontre avec les populations qui a été une bonne rencontre avec une bonne

mobilisation et beaucoup d'enthousiasme. Le vendredi 27 septembre, je me suis rendu à Bocanda et là-bas, j'ai procédé à la mise sous tension du quartier de Blaidy et à l'inauguration du commissariat de Bocanda et, bien sûr, il y a eu la rencontre avec les populations qui étaient très enthousiastes et mobilisées. J'étais très heureux de les voir sorties nombreuses pour me souhaiter la bienvenue. Aujourd'hui (samedi, ndlr), c'était l'étape de Dimbokro dont vous avez été témoins. Nous avons été d'abord au carré des martyrs, ensuite nous avons mis sous tension le quartier Koffi Akan, avant de rencontrer les populations au stade Koné Samba Ambroise. C'est une rencontre qui a été vraiment extraordinaire, avec une très forte mobilisation. Les populations sont venues de Bocanda, de Kouassikouassikro et des différentes sous-préfectures. Il y avait beaucoup d'enthousiasme et j'étais très heureux de voir tant de monde dans ma ville natale. Je m'en réjouis. Je considère en définitive, que nous avons eu une excellente rencontre. Les choses se sont bien passées, aussi bien à Dimbokro, à Kouassi-kouassikro qu'à Bocanda. Et là, nous partons vraiment très heureux pour ce que nous avons perçu. Evidemment, il y a eu du retard dans la mise en œuvre de certains projets, du fait que c'est l'une des dernières régions qui accueille la visite d'Etat. Vous savez que j'ai déjà fait 28 régions et donc cette région constitue la 29ème. Par conséquent, le dynamisme qui accompagne les visites d'Etat n'a pas été enclenché suffisamment tôt. Mais, mes parents de Dimbokro ont compris que le meilleur est toujours pour la fin et que par responsabilité, je voulais faire les autres régions avant de venir chez moi. Et là nous allons accélérer les autres. Nous avons au programme national de développement 2011- 2015 ensuite 2016-2020, un montant 100 milliards environ d'investissement programmé. Nous avons fait déjà le quart et dans les douze mois à venir, je suis confiant que nous ferons le reste, notamment, la route Dimbokro-Bocanda. Ce sont de gros investissements qui vont faire évoluer ce chiffre très rapidement ainsi que le programme de l'électrification qui est très avancé et la mise à disposition d'eau potable pour les populations du N'zi. Je signale que la Première dame a eu sa traditionnelle cérémonie du fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire. Là, elle a fait de grandes annonces et des dons de 510 millions de FCFA. Le Fafci qui est de 500 millions de FCFA (pour la région) a été porté à un milliard de FCFA. Je crois que c'est une évolution considérable et les femmes étaient particulièrement





heureuses et enthousiastes. Je sais que le taux de remboursement est très bon dans cette région comme dans les autres. De 12 milliards de capital, nous sommes à 25 milliards de crédit, qui sont remboursés entre 95 et 98%. Ceci pour dire que le Fafci est en bonne position et que nous continuerons d'aider les femmes. C'est plus d'un million de personnes que nous avons ainsi pu sortir de la précarité.

### **L'échange avec les journalistes**

**Question : Vous venez de passer 4 jours dans votre région natale. Au terme de cette visite d'Etat, quel est le message fort que vous laissez à vos parents ?**

Alassane Ouattara : Le message est clair. C'est un message de paix, de cohésion, de développement et également de confiance. Parce que beaucoup a été fait au cours de ces 8 dernières années et nous continuerons de faire encore plus. Nous comptons accélérer les choses pour les régions et les populations qui considèrent que le développement n'est pas encore arrivé chez elles. Nous sommes confiant que tout cela va se dérouler dans de bonnes conditions. Avec le renforcement des investissements au niveau de la sécurité et surtout des renseignements et des appareils technologiques, je suis rassuré que les Ivoiriens continueront de connaître la paix, la sérénité et la tranquillité.

**Q : Le président du Pdc-Rda dans « Jeune Afrique », de cette semaine, parlant du bilan du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, disait que ses performances ne sont pas terribles, qu'il a conduit le pays vers une économie en berne, la croissance est ralentie et que le chômage explose. Quelle est votre réaction par rapport à cette sortie ?**

AO : D'abord, je voudrais dire que je ne ferai pas de commentaires sur les propos de mon aîné. D'ailleurs, je suis quand même à Dimbokro où il m'a accompagné l'année dernière au cimetière, lorsque j'avais perdu mon grand frère et je le remercie pour cela. Je le considère comme un ami. Il a été à l'école primaire à Bocanda avec mon frère aîné qui est décédé, qui a été vice-président de l'Assemblée nationale avec lui. Je vous renvoie tout simplement aux documents que publient les institutions américaines, européennes, et toutes celles qui jugent les performances de l'Etat de Côte d'Ivoire.

**Q : Monsieur le Président, lorsque vous avez dit votre intention de faire modifier la Constitution, des thématiques du genre "Ouattara veut tripatouiller la Constitution pour écarter des candidats" ont été développées. Trois mois après cette annonce, quelles sont les dispositions qui seront touchées par la réforme de cette Constitution qui a été votée à 95% ?**

AO : Tout le monde sait qu'Alassane Ouattara n'est pas un tripatouilleur, aussi bien en ce qui concerne la Constitution que pour d'autres choses. Nous avons mis en place un groupe pour regarder comment nous pourrions passer à la troisième République. C'est ce qui a été fait en 2016. Et je

me réjouis que cette Constitution ait été votée à plus de 95%. Je suis heureux pour cette Constitution et espère qu'elle va régir notre pays pendant des générations et des générations. Il y a plusieurs façons de modifier une Constitution. On peut, avec une majorité simple, aller au référendum, ou avec une majorité des 2/3 du Congrès, c'est-à-dire avec l'Assemblée nationale et le Sénat, ensemble, modifier la Constitution. Nous n'avons pas encore eu ce débat au niveau du gouvernement. Il est évident qu'il doit avoir lieu, pour que nous voyions ensemble ce qui est important ou même urgent de modifier. J'ai toujours dit que cette modification tiendra compte de l'évolution de notre pays. Nous avons un pays dont 75% de la population a moins de 30 ans. Nous ne pouvons pas rester indifférents à cela. Nous avons dans toutes les grandes nations, des chefs d'Etat qui ont entre 40 et 45 ans, y compris même en Afrique. Vous voyez le président éthiopien ! C'est donc un débat qui permettra d'arriver à des modifications. Il ne faut pas que les gens se focalisent sur le plancher ou le plafond d'âge. Ce sont des propositions que nous avons retenues tous ensemble à Marcoussis. Si cela doit aujourd'hui être examiné, cela passera par la voie normale. Mais, pour l'instant, ce n'est pas la chose la plus importante de mon point de vue. Nous avons créé toute une série de structures judiciaires et nous devons les rendre compatibles. Ceci me paraît essentiel. Et le comité qui m'a fait les propositions de rédaction de la Constitution de 2016, m'a également fait des propositions écrites sur cette disposition. Donc, il ne faut pas en faire tout un plat. Vous connaissez ma position par rapport à l'avenir. Je suis pour le transfert du pouvoir à une nouvelle génération. Je dis toujours que pour nous autres, qui avons bénéficié de bourses dans le pays, qui avons eu notre premier emploi dès notre sortie de l'université, qui avons ensuite eu de hauts postes pendant 30 à 45 ans, il est normal que nous puissions, au moins, par gratitude à l'endroit de la population, faire en sorte qu'une nouvelle génération prenne le relais. Mais, ceci étant, c'est un débat qui nous permettra d'arriver à cette décision. Mais, n'allez pas interpréter cela que ça veut dire que je ne serai pas candidat.

**Q : Quels sont vos engagements relativement au transport ferroviaire dans le N'Zi ?**

AO : Le transport ferroviaire entre dans le cadre de la réhabilitation du réseau jusqu'à Ouagadougou. Vient ensuite l'extension du réseau au-delà pour aller à Tandao et même au Niger. Les discussions avaient été très fructueuses, il y a quelque temps, avec le groupe Bolloré qui en a la responsabilité. Mais il y avait eu des incompréhensions dans la mise en œuvre de cette réhabilitation. Les informations en notre possession indiquent que l'opérateur considère que le tonnage prévu en provenance du Burkina n'est pas suffisant. Cela doit être réglé avant de commencer la réhabilitation. Le Premier ministre de Côte d'Ivoire et celui du Burkina en ont longuement parlé à l'occasion du traité d'amitié, en fin juillet à Ouagadougou. Pour nous, c'est une priorité. Nous espérons régler tout cela dans les mois à venir. Quand j'étais à Dimbokro, évidemment, c'était une ville vraiment importante où l'on entendait le train tout le temps. Que ce soit les passagers, les marchandises. Moi-même, j'ai eu à l'emprunter à plusieurs occasions. Ceci étant, le Premier ministre sait ma préoccupation et mes priorités à ce sujet. Il sait que je tiens à faire en sorte que nous puissions régler ce problème avec le groupe Bolloré et nos frères du Burkina.

**Q : M. le président, pendant que vous visitez la région du N'Zi, il y a eu une attaque de la gendarmerie de**

## Mobilisation extraordinaire sur la terre natale de Ouattara



**Guiglo, dans la nuit du mardi 24 à mercredi 25 septembre dernier. Vendredi dernier, il y a eu une découverte d'armes et de munitions à N'Guessankro dans la sous-préfecture de Botro, dans la région du Gbêkê. Cette découverte a conduit à l'interpellation, samedi aux alentours de 21 heures, du président du conseil régional, Mangoua Jacques. Est-ce que ce sont, selon vous, des indicateurs incitant à appeler, à chaque fois, à des élections apaisées en 2020 ?** AO : Je n'ai aucun doute que les élections se passeront de manière apaisée. Il y a des attaques dans tous les pays à certains moments. Je peux vous dire que pour Guiglo, nous avons déjà repéré un certain nombre de personnes qui seront remises à la justice. D'ailleurs, il y a eu des échanges de coup de feu dans la matinée. Je n'en connais pas le bilan. Mais, je veux vous dire que, grâce aux investissements que nous avons faits au niveau des traces technologiques, si quelqu'un s'attaque à un commissariat ou à une caserne de gendarmerie, c'est le terrorisme. Donc, nous traiterons cela conformément aux lois internationales. Et nous sommes confiant que nous allons éradiquer tous ces terroristes qui veulent s'attaquer à la tranquillité des Ivoiriens. Pour le président du conseil régional du Gbêkê, j'ai appris que des armes avaient été retrouvées chez lui, mais ça c'est une affaire qui est entre les mains de la justice. Je ne souhaite pas faire de commentaires là-dessus.

**Q : M. le Président, au stade Koné Samba Ambroise, vous avez dit que vous n'avez pas encore pris votre décision concernant l'élection présidentielle de 2020, si je ne m'abuse. « J'attends de voir ce que vous déciderez et ce que mon parti, le Rhdp, dira », avez-vous notamment déclaré. N'est-ce pas une manière pour vous de mettre la pression sur les instances de votre parti ? Si vous n'êtes pas candidat en 2020, allez-vous vous retirer de la politique ?** AO : Ah, me retirer de la politique ? Il y a des gens qui ont dix ans de plus que moi ! Ces décisions, on ne les prend pas seul. Tout dépend de mon parti. Il y a un certain nombre de critères. Nous avons la responsabilité de laisser un pays en paix et dans la stabilité et toujours sur la voie du développement. Dans mon appréciation personnelle, je dois me décider de savoir si mon objectif de stabilité, de sécurité pour mon pays, a été atteint et que cela doit se poursuivre avec l'équipe que je dirige. Me décider, ce sera la décision de mon parti, cela ne sera pas le choix d'Alassane Ouattara. Ça sera un choix démocratique. Nous aurons avec les responsables de mon parti un vrai débat. Il faut voir quelle est la meilleure manière de poursuivre l'œuvre que nous avons entamée. Les statistiques sont là. J'ai demandé aux ministres de les rendre publiques. Que ce soit l'eau potable, l'électricité, les dispensaires, les tables-bancs, les universités, nous avons fait plus que les 50 premières années des indépendances. Ce sont là des statistiques. Je pense qu'il est bon de le dire. Il serait bon que le Premier ministre et le ministre de la Communication et des Médiats alimentent la presse concernant ces chiffres. Ce que nous disons est basé sur des chiffres. En 2011, combien y avait-il d'adduction d'eau ? Combien de villages étaient électrifiés ? Combien de tables-bancs avons-nous ?, etc. Il faut comparer cela à la période

de 1960 à 2010. Je signale que le plus gros investissement de cette période a été fait de 1960 à 1970. Nous avons une équipe qui fait du très bon travail. Mais à un certain moment, il faut pouvoir et savoir transférer le pouvoir à la jeune génération. Je le pense sincèrement. Il est temps que je parte me reposer, mais si mon parti me demande de rester, j'apprécierai.

**Q : Vous parlez de transmettre le pouvoir à une nouvelle génération. C'est qui cette nouvelle génération ?** AO : Vous êtes sud-africaine ? Quel âge a le président Cyril Ramaphosa ? Q : A peu près 60 ans

AO : Moi, j'ai 78 ans bientôt. Donc la nouvelle génération, ce n'est pas moi. **Q : Quel est votre politique en matière de création d'emplois-jeunes dans la région afin de mettre fin à l'orpaillage clandestin ?** AO : Le ministre des Mines me disait tout le travail qu'il a fait depuis plusieurs années. La coloration de l'eau... tous ces problèmes sont dus à l'orpaillage clandestin. Malheureusement, il y a beaucoup de complicités dans cette affaire. Je ne voudrais pas dévoiler un groupe ou indexer un groupe. Je lance un appel à tous nos concitoyens, aussi bien au public qu'au privé, d'aider le gouvernement, parce que nous faisons notre part. Maintenant, les choses doivent avoir le concours de nos concitoyens, de tous les secteurs pour que nous puissions aller de l'avant. Le ministre de l'Hydraulique, à l'occasion du conseil des ministres, nous a dit qu'il avait toute une série de projets non seulement pour que l'eau soit décolorée mais aussi qu'elle soit potable. Nous avons prévu une réunion du conseil national de sécurité dans les jours qui viennent, parce qu'on considère que l'orpaillage est un aussi problème sécuritaire. Le ministre des Mines et les ministres concernés doivent nous faire le bilan de ce qui a été fait ces deux et trois dernières années plus ce que nous envisageons de faire et les mesures qui sont nécessaires. Nous voulons nous inspirer des pays comme le Mali, qui apparemment a beaucoup fait dans ce domaine pour essayer de contrer l'orpaillage clandestin. J'ai donné des instructions très fermes, que quand nous avons sur ces sites des personnes qui sont prises et qui sont en situation irrégulière au plan de l'identité et de la nationalité, nous les expulsions, même si ce sont des personnes des pays voisins. Parce que je considère que ceci n'est pas acceptable, on ne peut pas créer des problèmes environnementaux et des problèmes de sécurité, être entrée frauduleusement en Côte d'Ivoire, non seulement de pays africains, mais également des pays extérieurs à l'Afrique que je ne que je ne nommerai pas. J'ai donné des instructions très fermes, le conseil national de sécurité va rendre tout cela public. Egalement à Ouagadougou, à l'occasion du sommet que nous avons tenu sur la sécurité régionale, nous avons pris des mesures très importantes pour l'identification et le suivi des personnes pour la biométrie ainsi que pour toute personne qui serait en situation irrégulière pour des raisons sécuritaires en ce qui concerne chacun des pays de la sous région. Nous sommes tout à fait à l'aise pour parler de ces problèmes. Vous savez, les problèmes tout le monde peut en parler, mais le plus important, c'est de les résoudre, c'est ce que nous sommes en train de faire.

**Mot de fin** Mesdames et messieurs, j'aimerais vous remercier d'être venus avec nous pour les quatre jours de cette belle visite d'Etat. Je remercie le Viceprésident, le Premier ministre, les présidents d'institution. Comme vous le savez, le Vice-président était à New-York, aux assemblées générales des Nations unies. C'est hier seulement qu'il est rentré. Je suis content qu'il ait fait le déplacement

aujourd'hui pour être avec nous. Je voudrais remercier tous les membres du gouvernement, toute la presse et tous ceux qui ont été avec nous tous les jours. Vous avez noté que l'état de la route n'est pas reluisant. Ce sont des choses auxquelles nous allons nous attaquer. Nous sommes confiant. J'ai dit que j'allais relier toutes les capitales régionales d'abord par le bitume ensuite ce sera les capitales départementales. J'invite les uns et les autres à ne pas se faire des soucis. Tout ce que nous n'avons pas pu faire, ces temps-ci nous entreprenons de le faire et nous le continuerons dans la période 2021-2025 pour que ce programme soit bouclé. Comme d'ailleurs pour l'eau potable, l'électricité, nous serons à 100% d'approvisionnement de nos concitoyens en 2025. Je suis très fier de mon bilan. Par conséquent, nous attendons impatiemment la campagne électorale pour pouvoir le dérouler.

**THIERY LATT**

En visite dans la région du N'zi / Nombreux sont les opposants ivoiriens (y compris Bédié) qui ont pris pour habitude ces mois-ci, de rabattre les oreilles des Ivoiriens avec le mot réconciliation. Sans une seule fois en faire la démonstration avec les actes

## Ouattara donne une leçon de cohésion et de réconciliation à Bédié



Le Président Ouattara continue de faire des appels de pieds à son aîné Henri Konan Bédié

Sur sa terre natale de la région du N'zi, particulièrement dans la ville de Dimbokro où il a poussé ses premiers vagissements le 1er janvier 1942, Alassane Ouattara s'est voulu un président de la République conciliateur. Le samedi dernier dans son discours de clôture de la visite d'État qu'il a débutée le 25 septembre dans la région du N'zi, il a, tout sentiment de haine écarté, salué son "ainé" Henri Konan Bédié. En fils prodige doublé d'un chef qui garde les pieds sur terre, et prône, contre vents et marées, la cohésion sociale et la réconciliation entre les Ivoiriens, il a fait un clin d'oeil à Bédié en ces termes. « Je salue mon aîné Henri Konan Bédié, qui m'a accompagné ici à Dimbokro au cimetière, lors du décès de mon grand frère Ouattara Sinaly ». Bien plus, au cours de la conférence de presse qui a sanctionné la visite, le Président Ouattara a encore insisté sur l'acte d'amitié et de fraternité du président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdc). En réponse à une question qui faisait allusion à Henri Konan Bédié, le Président ivoirien a envoyé en des termes choisis de nouveaux signaux d'affection à celui qu'il continue d'appeler son aîné. « Je ne ferai pas de commentaires sur les propos de mon aîné. D'ailleurs, je suis quand même à Dimbokro où il m'a accompagné l'année dernière au cimetière lorsque j'avais perdu mon grand frère. Je le remercie pour cela. Je le considère comme un ami. Il a été à l'école primaire à Bocanda avec mon frère aîné qui est décédé, qui a été vice-président de l'assemblée nationale avec lui ». En fait, le Président de la Côte d'Ivoire a, par ces bouts de phrases, démontré à l'ensemble des opposants ivoiriens dont le président du Pdc, que la réconciliation ne se fait pas juste en martelant les esprits des populations à

longueur de journée avec le mot réconciliation. Elle se fait aussi et surtout avec des mots doux et gentils à l'endroit des autres. Elle se fait avec des appels ouverts à la réconciliation. Avec des invitations à œuvrer ensemble pour la réalisation de projets. Elle se fait en recherchant sans fausse honte le rapprochement. Et lorsqu'un citoyen recherche la réconciliation, le choix des mots, le ton utilisé, les lieux choisis pour passer les messages, sont autant de facteurs qui ne trahissent pas la volonté de celui qui veut effectivement la réconciliation. Ce qui n'est pas le cas en ce moment au niveau de la constellation des opposants ivoiriens. Il suffit de tendre l'oreille pour s'apercevoir que chaque fois qu'ils effectuent une sortie, les militants du parti des "Gbagbo ou rien" (Gor) et ceux du Pdc d'Henri Konan Bédié, utilisent le mot réconciliation juste comme s'ils faisaient finalement de ce vocable un programme de gouvernement. Le grand paradoxe cependant chez les opposants, est qu'à chacune de leurs sorties qu'ils médiatisent abondamment par ailleurs, ils déblatèrent tout sauf des mots qui apaisent et qui incitent au rapprochement et à la réconciliation. Les Ivoiriens ont encore en mémoire les propos haineux tenus par Henri Konan Bédié contre les militants du Rassemblement de houpouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp). Après le meeting organisé le 26 janvier 2019 par ce parti, il a osé les qualifier d'«enfants adultérins ». Et bien d'autres mots inconvenants. Au total Alassane Ouattara a donné une belle leçon de réconciliation à Henri Konan Bédié.

**MARCEL TIM**



# La déception de Bédié



V. FOURNIER/IV

CÔTE D'IVOIRE  
**LA DÉCEPTION DE BÉDIÉ**

Henri Konan Bédié est rentré à Abidjan le 24 septembre, après avoir passé deux mois et demi en Europe. Il n'a pourtant pas réussi à voir **Emmanuel Macron**, avec qui il voulait s'entretenir en marge de la remise du Prix Houphouët-Boigny à **Abiy Ahmed**, le Premier ministre éthiopien. Annulée à la fin de juin, la cérémonie devait être organisée en octobre, mais a été reportée sine die : Bédié veut y convier **Laurent Gbagbo**, ce qui n'est pas du goût d'**Alassane Ouattara**. Celui-ci a un allié de poids parmi les membres du jury : son ami **Michel Camdessus**, l'ex-patron du FMI.

Henri Konan Bédié est rentré à Abidjan le 24 septembre, après avoir passé deux mois et demi en Europe. Il n'a pourtant pas réussi à voir Emmanuel Macron, avec qui il voulait s'entretenir en marge de la remise du Prix Houphouët-Boigny à Abiy Ahmed, le Premier ministre éthiopien. Annulée à la fin de juin, la cérémonie devait être organisée en octobre, mais a été reportée sine die: Bédié veut y convier Laurent Gbagbo, ce qui n'est pas du goût d'Alassane Ouattara. Celui-ci a un allié de poids parmi les membres du jury: son ami Michel Camdessus, l'ex-patron du FMI.